

**ARRÊTÉ D'OUVERTURE
D'UN ÉTABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC**

**CHU – BAT C – CHRISTIAN CABROL
rue Général Koénig à Reims
ERP de type U, M, N de 1^{ère} catégorie**

NOUS, MAIRE DE LA VILLE DE REIMS,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122-18,

Vu la Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles R122-5 à R122-35, R162-8 à R162-13, R164-1 à R164-6, R165-1 à R 165-21, R143-1 à R143-47, R184-4 et R184-5,

Vu le décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité,

Vu le décret n° 2006-555 du 17 Mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation,

Vu le décret n° 2007-1327 du 11/09/2007 notamment l'article R122-5,

Vu l'arrêté ministériel en date du 25 Juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté ministériels du 10 décembre 2004 portant approbation des dispositions particulières applicables aux établissements de type **U**,

Vu l'arrêté ministériels du 22 décembre 1981 portant approbation des dispositions particulières applicables aux établissements de type **M**,

Vu l'arrêté ministériels du 21 juin 1982 portant approbation des dispositions particulières applicables aux établissements de type **N**,

Vu l'arrêté du 08 Décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-4 du code de la construction et de l'habitation, et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public,

Vu l'arrêté du 20 Avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement,

Vu l'arrêté du 28 Avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurée de façon permanente, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant, des installations existantes ouvertes au public ainsi que des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction,

.../...

.../...

Vu l'arrêté du 27 Février 2019 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public,

Vu l'arrêté préfectoral de la Marne du 01 Juillet 2019 portant création et attributions des sous commissions spécialisées et des commissions d'arrondissement de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu la demande de permis de construire n° 051 454 18 K 0021 M01 formulée par Madame MICAELLI FLENDER Laëtitia, Directrice Générale du CHU de Reims, déposé le 22 décembre 2022 relatif à la reconstruction du site principal du CHU – Phase 1,

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet en date du 11 mai 2023 portant autorisation de travaux,

Vu le procès-verbal de la Sous-Commission Départementale de Sécurité de la Marne en date 14 août 2024 concernant la visite de réception de l'établissement du 05 juillet 2024,

Vu le procès-verbal de la Sous-Commission Départementale de Sécurité de la Marne en date du 14 août 2024 relatif à la demande de mise à jour de la dérogation n° 8,

Vu l'arrêté de Monsieur le Maire en date du 19 août 2024 portant dérogation au règlement de sécurité,

Vu l'attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées (selon annexe 2 de l'arrêté du 22/03/2007 modifié par l'arrêté du 03/12/2007) établie par l'organisme agréé QUALICONSLT en date du 09 août 2024 dans le cadre du PC n° 51 454 18 K 0021 M01,

CONSIDERANT l'**AVIS FAVORABLE** à la réception émis par la Sous-Commission Départementale de Sécurité de la Marne en date du 14 août 2024 et porté par le procès-verbal susvisé,

CONSIDERANT l'**AVIS FAVORABLE** à la demande de mise à jour de la dérogation n° 8 émis par la Sous-Commission Départementale de Sécurité de la Marne en date du 14 août 2024 et porté par le procès-verbal susvisé,

CONSIDERANT l'attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées susvisée sans observation,

ARRÊTONS CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 :

L'établissement dénommé CHU – BAT C – CHRISTIAN CABROL - rue Général Koénig à Reims classé en type U, M, N de 1^{ère} catégorie à Reims, est autorisé à ouvrir au public.

.../...

.../...

ARTICLE 2 :

L'effectif maximum du public admissible se décompose de la façon suivante :

Niveau, Activité	Référence	Taux d'application	Effectif public	Visiteurs	Effectif personnel	Total
Niveau 6	Locaux techniques					
Niveau 5						
Hosp. Ortho, Trauma et Neurologie	104 chambres 120 lits	1 pers/lit 1 visiteur/lit 1 pers/3lits	120	120	40	337
3 salles de réunions	3 X 19 sièges	1p/siège	57			
Niveau 4						
Hosp. Chirurgie	113 chambres 126 lits	1 pers/lit 1 visiteur/lit	126	126	42	382
Soins intensifs	8 chambres/8 lits	1 pers/3lits	8	8	3	
Grande salle de réunions	50 sièges	1p/siège	50			
Petite salle de réunions	19 sièges		19			
Niveau 3						
Hosp. Cardio, neuro, maladie respiratoire	110 chambres 126 lits	1 pers/lit 1 visiteur/lit	126	126	42	408
Soins intensifs	8 chambres/8 lits	1 pers/3lits	8	8	3	
5 salles de réunions	5 X 19 sièges	1p/siège	95			
Niveau 2						
Soins critiques	56 chambres 56 lits	1 pers/lit 1 visiteur/lit 1 pers/3lits	56	56	19 + 50	181
Niveau 1						
Ambulatoires	20	Déclaration	20		15	60
Salles d'opération	25	Déclaration	25			
Niveau 0						
Ambulatoires	24	Déclaration	24		15	594
Consultation/exploration	65 postes	8 pers/poste	520			
RELAIS H	60 m ²	1 pers. / 2 m ²	30		5	
Niveau-1						
Consultation/exploration	41 postes	8 pers/poste	328			575
Admissions					10	
Salle de conférence	138 places	1p/siège	138			
Salle du conseil	99 m ²	1p/m ²	99			
Niveau-2	Locaux techniques					
TOTAL			1 849	444 lits	244	2 537 pers

ARTICLE 3 :

L'avis relatif au contrôle de sécurité doit être affiché d'une façon apparente, près de l'entrée principale.

ARTICLE 4 :

L'utilisation, même partielle ou occasionnelle d'un établissement pour une exploitation autre que celle autorisée ou pour une démonstration ou une attraction pouvant présenter des risques pour le public et non prévue par cet arrêté, doit faire l'objet d'une demande d'autorisation présentée par l'exploitant au moins **2 mois** avant la manifestation ou la série de manifestations.

.../...

.../...

ARTICLE 5 :

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire, mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'un dossier d'autorisation de travaux et être exécutés après autorisation de Monsieur le Maire, donnée sur avis des Sous Commissions Départementales de Sécurité et d'Accessibilité. Il en sera de même pour des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 6 :

L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité et de respecter les prescriptions présentes dans les rapports des Sous Commissions Départementales de Sécurité et d'Accessibilité annexés au présent arrêté.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté et ses annexes sont applicables immédiatement.

ARTICLE 8 :

Notification du présent arrêté sera effectuée à Madame MICAELLI FLENDER Laëtitia, en qualité de Directrice Générale du CHU de Reims, chargée de l'application du règlement de sécurité dans l'établissement

ARTICLE 9 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise à :
Monsieur le Préfet du Département de la Marne,
Monsieur le Président de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité,
Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique.

ARTICLE 10 :

Monsieur le Préfet du Département de la Marne, Monsieur le Maire de Reims, Monsieur le Directeur de la Sécurité Publique sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié ou affiché et publié au Recueil des Actes Administratifs.

Fait à Reims, le 19 août 2024

Pour le Maire,
L'Adjointe Déléguée,

Catherine CHOPART


Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25 rue du Lycée, dans un délai de 2 mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et de publication électronique ou de sa notification.